

Bonjour à toutes et tous,

Quand la CFDT manifeste, c'est pour défendre des valeurs collectives.

Ce n'est pas pour occuper la rue.

Et ce n'est certainement pas pour casser.

Non, les manifestations ne sont pas des défouloirs.

Pourtant, trop souvent, certains préfèrent parler des quelques casseurs qui représentent une infime minorité plutôt que des centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs qui se mobilisent pacifiquement avec pour objectif de faire entendre leur voix, leur choix et pour défendre leurs droits.

~~Non, les manifestations ne sont pas des défouloirs.~~

~~Elles ont pour objectif de défendre les droits des salariées et de faire entendre leur voix.~~

Mais on parle trop rarement du fond.

On parle trop rarement des familles qui subissent les conséquences de décisions prises sans que l'on mesure réellement leur impact humain.

Nous devons remettre les salariés au centre du débat public.

Et nous devons aussi utiliser davantage nos mobilisations pour faire connaître nos revendications, faire signer nos pétitions, en tenant des stands, aller à la rencontre des citoyenne et citoyen et gagner en visibilité.

Parce qu'une démocratie sociale vivante ne consiste pas seulement à voter une loi.

Elle consiste aussi à écouter celles et ceux qui en subiront les conséquences.

C'est pourquoi nous devons exiger que chaque projet de loi fasse l'objet d'une véritable évaluation de son impact économique, social et environnemental avant son adoption.

Elles doivent être rendues publiques, accessibles à toutes et tous pour qu'il puissent mesurer concrètement les conséquences des décisions qui les concernent.

Car une réforme ne peut pas être considérée comme réussie si elle détruit des emplois, fragilise les salariés ou affaiblit nos territoires.

Il y a quelques mois, lors d'une rencontre syndicale, un salarié m'a dit une phrase qui m'est restée en tête.

« J'ai travaillé toute ma vie. Aujourd'hui, je ne sais pas si mon usine sera encore là demain. »

Cette phrase résume à elle seule l'inquiétude de milliers de travailleuses et travailleurs dans notre pays.

Car derrière les chiffres, derrière les statistiques, derrière les plans de restructuration, il y a des femmes et des hommes qui se demandent ce que leur avenir leur réserve.

Et c'est pour l'ensemble des salariés que nous devons parler aujourd'hui de la réindustrialisation en France et en Europe.

La réindustrialisation n'est pas seulement une question économique.

C'est aussi une question de souveraineté, une question d'emplois, une question de pouvoir d'achat.

Nous n'avons rien retenu de la crise sanitaire de la Covid 19 !

Lorsque nous dépendons du reste du monde pour produire l'essentiel des produits dont nous avons besoin dans notre vie quotidienne, ce sont les travailleurs qui trinquent.

Les conflits internationaux viennent amplifier les phénomènes liés à la désindustrialisation de la France et de l'Europe.

L'inflation repart à la hausse, le prix des matières premières explosent et se raréfient.

Les entreprises sont fragilisées dans leur activité, et les salariés vivent dans l'incertitude.

La France a su construire son indépendance énergétique.

Nous devons maintenant construire notre indépendance industrielle européenne.

Produire en France.

Produire en Europe.

Créer des emplois en France.

Créer des emplois en Europe.

Parce que chaque usine qui ferme représente bien plus qu'un bâtiment qui disparaît.

C'est un savoir-faire qui s'en va.

C'est un territoire qui s'appauvrit.

C'est une famille qui s'inquiète.

Et pourtant, malgré les leçons du Covid, malgré les pénuries, malgré les alertes répétées, nous continuons à voir des entreprises mettre la clé sous la porte, délocaliser ou supprimer des emplois alors même qu'elles ont parfois bénéficié d'aides publiques importantes.

Alors nous devons avoir le courage de poser une question simple :

Quand l'argent public finance la recherche, l'innovation ou le développement industriel, ne devrions-nous pas exiger en retour un engagement durable à produire en France ou en Europe ?

Parce que l'argent public doit aussi servir l'intérêt collectif.

Et lorsque des transformations deviennent nécessaires, lorsqu'un secteur évolue ou rencontre des difficultés, nous ne pouvons plus accepter que la seule réponse soit un PSE.

Notre ambition doit être d'anticiper.

Former avant de licencier.

Accompagner avant d'abandonner.

Créer les emplois de demain avant que ceux d'hier ne disparaissent.

Enfin, je souhaite dire un mot sur notre propre organisation.

La CFDT doit continuer à se donner les moyens d'agir.

Le débat sur les cotisations n'est pas simple, mais nous ne devons pas avoir peur de l'ouvrir.

Parce qu'il y a aujourd'hui des salariés qui partagent nos valeurs, qui souhaitent nous rejoindre, mais qui comptent chaque euro pour finir le mois.

La solidarité doit rester au cœur de notre réflexion.

Pour que personne ne renonce à la CFDT pour des raisons financières.

Et avant de conclure, permettez-moi un mot plus personnel.

Ce congrès est aussi le dernier congrès confédéral de notre secrétaire générale du SECIF avant de passer le relais.

Au nom de l'ensemble du SECIF, je souhaite la remercier sincèrement pour son engagement et son travail.

Et je souhaite aussi souligner une fierté.

Au SECIF, nous avons une secrétaire générale.

À la Fédération Chimie-Énergie, nous avons une secrétaire générale.

À la tête de la CFDT, nous avons une secrétaire générale.

Dans un monde où les responsabilités sont encore trop souvent attribuées d'abord aux hommes, la CFDT démontre chaque jour que le talent, l'engagement et la compétence n'ont ni genre ni plafond de verre.

Et c'est aussi cela, le syndicalisme que nous défendons.

Un syndicalisme qui protège.

Un syndicalisme qui émancipe.

Un syndicalisme qui prépare l'avenir, nous voterons donc
le quitus
Je vous remercie, Bon ~~es~~ congrès à toutes
et tous.